



F.S.U.

DÉCLARATION DE LA FSU11

ACTION 16 NOVEMBRE 2017 À NARBONNE

Nul n'est épargné par la politique mise en œuvre par Macron. Cette politique, qui vise à une confiscation toujours plus grande des richesses ! Macron, se voyant premier de cordée, promeut l'idée d'une société hautement hiérarchisée qu'une minorité éclairée guiderait « naturellement » et avec bienveillance !

Cette entreprise de captation des richesses par ceux qui ont déjà le plus est menée par l'intensification du travail et la baisse des salaires, par la diminution des services publics et la baisse de la participation des plus riches aux solidarités, par la dégradation des conditions de vie et de travail, par les licenciements. Autant de mesures qui vont impacter lourdement tous les salarié-es et plus dramatiquement encore les femmes. C'est tout ça le sens de la nouvelle loi Travail XXL. Au final l'objectif poursuivi n'est rien de moins que la liquidation du programme issue du CNR. Et Macron agit vite et frappe fort...

D'ailleurs, l'absence totale de réponse concrète du gouvernement sur les Paradise Papers atteste bien du positionnement antisocial du gouvernement Macron. Ce nouveau scandale démontre que les paradis fiscaux ne sont pas une anomalie mais bel et bien un rouage essentiel du système qui permet aux ultra-riches et aux multinationales d'échapper à l'impôt, qui aggrave les déficits publics, qui renforce l'injustice fiscale, et qui sert également de prétexte pour détruire les services publics et la protection sociale .

Dans cette logique, après les attaques contre le droit du travail, le gouvernement poursuit son ouvrage avec l'inscription de l'état d'urgence dans le droit commun qui pourrait servir à criminaliser les actions du mouvement social; Il poursuit aussi avec les attaques contre l'assurance chômage, les annonces contre les hôpitaux et contre le statut des cheminots, puis l'attaque contre le bac et la mise en place de la sélection dans les universités, projet d'une école sélective qui tourne le dos à la démocratisation et dont les classes populaires seront les grandes perdantes.

La Fonction Publique n'est pas épargnée : avec le rétablissement du jour de carence, le gel du point d'indice, 120 000 suppressions de postes et l'annonce par Darmanin de la casse du statut des fonctionnaires. Rajoutons les 15 milliards d'euros de baisse programmée des dépenses publiques et celle de 4,2 milliards du budget de l'assurance maladie. Sans oublier l'augmentation de la CSG pour les fonctionnaires et les retraité-e-s, la suppression brutale de 23 000 "emplois aidés" pour leur substituer l'autre précarité des contrats de service civique souvent détournés, la baisse des APL de 5 euros/mois et l'augmentation du forfait hospitalier de 2 euros/jours.

Il est grand temps de mettre un coup d'arrêt à cette politique et d'exiger de véritables mesures de progrès social en faveur des salarié-es, des jeunes, des retraité-es. Notre pays en a largement les moyens et ce ne sont pas les 54 milliards d'euros par an versés aux actionnaires ou les 20 milliards annuels soustraits aux impôts et cachés dans les gangsters paradise qui me contrediront !

Oui, il est possible de réduire le temps de travail, d'augmenter les salaires et de renforcer les garanties collectives;

Oui, il est possible de développer les services publics pour améliorer le quotidien des populations sur tous les territoires ;

Oui, il est possible de renforcer la Sécurité Sociale solidaire à partir des richesses créées par notre travail !

Alors que l'on soit salarié-e du public ou du privé, étudiant-e, jeune, retraité-e ou privé-e d'emploi, nous sommes tous concerné-es. Face à ce président mal élu qui mène une politique de classe, une politique pour le petit nombre des plus riches, à nous toutes et tous de faire tomber les barrières, lever les freins réactionnaires pour que s'épanouisse à nouveau "la création continue du progrès social", chère à Ambroise Croizat. À nous, tous ensemble, de continuer le combat pour imposer la légitimité de la rue, la légitimité de nos aspirations, la légitimité du progrès social pour toutes et tous !